



Accueillir et soutenir les syndicalistes afghans en exil

Le 15 août 2021, avec la chute de Kaboul, les Talibans ont repris le pouvoir en Afghanistan. Un évènement dramatique qui marque le retour de l'obscurantisme dans ce pays de 37 millions d'habitants. Reviennent alors ces images des pratiques et supplices d'un autre temps des Talibans lorsqu'ils étaient au pouvoir vingt ans auparavant. La vie de tous ceux qui étaient en première ligne dans un Afghanistan qui peinait à se démocratiser était en péril.

C'est le cas des responsables du Syndicat national des travailleurs et employés Afghans (NUAWE) qui, depuis plusieurs années, fort de ses 160 000 adhérents, se battent malgré les risques, en faveur des droits des femmes, des libertés individuelles, de la liberté d'association, de l'éducation et tentent de faire respecter les normes fondamentales du travail et les droits des travailleurs.

Face à ce danger, et à l'appel de la Confédération syndicale internationale (CSI), les organisations syndicales françaises se sont mobilisées pour l'exfiltration et l'accueil des leaders syndicaux les plus exposés et de leurs familles. Elles ont conjointement adressé un courrier en ce sens au Président de la République. Le Ministère des Affaires Etrangères a depuis lors œuvré pour prendre en compte ces situations.

Après plusieurs mois difficiles, cela a abouti à l'arrivée de quatre leaders syndicaux à l'automne 2021. Parmi eux, Maroof Qaderi et Habiba Fakhri, respectivement président et vice-présidente du syndicat NUAWE.

Les quatre familles, soit 36 personnes, sont regroupées depuis quelques jours en France et sont maintenant dans un processus de demande d'asile, accompagnées par la CFDT, la CGT et FO qui se mobilisent aussi pour leur intégration.

Au-delà de la mise en sécurité des leaders syndicaux, la situation alarmante des travailleurs et des femmes en Afghanistan requiert une mobilisation continue. Les organisations syndicales françaises et la Confédération syndicale internationale veulent agir dans la durée en appuyant les syndicalistes afghans à poursuivre leur combat et à lutter contre l'obscurantisme notamment depuis la France. Dans ce cadre, les trois confédérations françaises et la CSI ont décidé de créer l'Observatoire des droits des travailleurs en Afghanistan, lequel a également été présenté lors d'une conférence internationale le 2 mai 2022. Cet observatoire sera une vigie et un outil précieux pour continuer à défendre les droits humains, syndicaux et fondamentaux en Afghanistan, depuis la France et en coopération avec les organisations syndicales françaises et le mouvement syndical mondial.